

dollars par année au Canada, il faudra prendre des mesures radicales pour empêcher qu'elle ne soit ruinée.

Comme notre population augmente, la solution au problème de notre industrie laitière tient à notre habileté à vendre aux Canadiens un nombre suffisant de produits laitiers dont l'équivalent-lait global serait égal au total des ventes d'il y a cinq ans.

Pour ce qui est de la situation de l'industrie laitière à l'heure actuelle, j'ai constaté avec plaisir que le ministre actuel a annoncé qu'on a apporté récemment certains changements au programme de soutien des produits laitiers. Cette initiative a, toutefois, fait suite à des consultations avec le Conseil de l'industrie laitière et les producteurs laitiers du Canada. Je sais qu'on a pris cette décision à la hâte, puisque l'ancien programme expirait le 30 avril. Toutefois, le ministre a fait savoir qu'on continuerait à étudier la question et qu'on n'épargnerait aucun effort pour améliorer encore davantage le programme de soutien des produits laitiers, relevant du gouvernement actuel. Voilà pourquoi je tiens à exposer encore une fois mes vues: j'aimerais aider à résoudre ce grave problème agricole.

Je vais être plus précis et énoncer une série de mesures bien déterminées qu'on devrait prendre pour faire disparaître cette difficulté:

1. Modifier le programme actuel de soutien du beurre en faisant relever ce produit du programme de versements d'appoint; on fixerait un prix minimum, on verrait à ce que le beurre ne soit pas écoulé à un prix inférieur à celui-là, et on laisserait le prix du beurre se stabiliser de soi-même entre ce prix minimum et le prix de soutien aux producteurs. L'Office de stabilisation devrait rembourser les producteurs par l'entremise des crémeries organisées et des autres fabriques.

Honorables sénateurs, je reconnais que cela coûtera beaucoup d'argent, mais nous avons en stock, à l'heure actuelle, plus de 200 millions de livres de beurre, et cela va coûter cher au gouvernement, quel qu'il soit, un de ces jours. Je ne pense pas que ce que je préconise instamment coûte plus cher que le programme actuel.

L'honorable M. Reid: Et pourquoi pas donner du lait aux enfants canadiens?

L'honorable M. Taylor (Westmorland): J'arrive précisément à cette question.

2. Instituer sous peu, avec le concours des provinces, un programme national conjoint de distribution de lait aux écoliers.

3. Mettre sur pied un programme d'envergure nationale pour inciter les Canadiens à consommer plus de lait. L'ancien premier ministre a donné l'exemple en ce sens: il voulait que tous les Canadiens boivent plus de lait.

Pareil programme doit s'appuyer sur une campagne intensive de publicité menée par les deux paliers de gouvernement et par les deux principales organisations laitières, soit Les producteurs laitiers du Canada et le Conseil national de l'industrie laitière, ainsi qu'avec l'entier appui de toutes les autres organisations de producteurs laitiers. A cet égard, je tiens à signaler que si le gouvernement fédéral et les autorités provinciales avaient conjugué leurs efforts pour mener une campagne intensive de publicité l'an dernier, lorsqu'on a établi la subvention de 12½c. au consommateur, les excédents de beurre dont nous disposons aujourd'hui seraient bien moins considérables.

Je crois qu'on réussirait à résoudre le principal problème qui se pose à l'industrie laitière si l'on adoptait une politique semblable à celle que j'ai préconisée car, à mon sens, si l'on tient compte de l'augmentation graduelle de la population et de la diminution graduelle du nombre des producteurs laitiers au Canada, avant longtemps nous manquerons de lait et d'autres produits laitiers.

Honorables sénateurs, en terminant, je tiens à dire qu'à mon sens, le programme exposé dans le discours du trône est des plus courageux et qu'il constitue seulement la première étape d'un vaste programme de développement national qui touchera tous les secteurs du Canada. Puis-je encore une fois dire ce que je considère le plus important dans ce nouveau plan de développement.

Ce qui vient en premier et ce qui importe le plus, évidemment, c'est d'améliorer la réputation du Canada et ses rapports avec le reste du monde, d'intensifier les échanges commerciaux du Canada avec toutes les nations, d'élargir la puissance de production du Canada, afin que tous ceux qui désirent travailler et qui sont capables de travailler puissent trouver des emplois, de créer un ministère de l'Industrie au sein duquel sera formée une agence de développement local, de donner plus de force à la loi sur le développement atlantique, de créer un office de développement et de finance municipal, de créer un plan de pension à participation à l'intention des Canadiens, d'élaborer de concert avec les provinces un plan qui permettra à la jeunesse de demeurer à l'école plus longtemps afin d'acquérir une meilleure formation et d'aider les provinces à mettre en pratique un programme de formation professionnelle. Dans le domaine de l'agriculture, il faudrait aider les cultivateurs à se donner des coopératives plus efficaces et à créer de meilleurs services nationaux de mise en marché, de mettre en pratique une politique plus juste et plus satisfaisante de prix d'appoint et de créer de nouvelles sources de revenus pour les populations rurales. Ces éléments et de